

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Jalbert, Lizette (Sous la direction de), *Le néo-conservatisme*. ACFAS, 1986, 271 p.

par Diane Éthier

Études internationales, vol. 18, n° 4, 1987, p. 860-862.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702261ar>

DOI: 10.7202/702261ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

se produit donc pas seulement à l'échelle internationale, mais aussi à l'intérieur de chaque société.

Le deuxième tronçon de l'ouvrage propose, avec les chapitres 4 et 5, une étude du fédéralisme. Duchacek suggère l'idée que cette forme d'organisation politique est l'un des meilleurs véhicules de la démocratie — définie au sens libéral du terme — dans la mesure où elle permet de concilier le respect de l'indépendance d'une communauté territoriale particulière et sa volonté d'interdépendance avec d'autres collectivités. L'unité et la diversité peuvent s'y rencontrer sans l'horizon lointain de l'uniformité.

À l'enseigne des « associations confédérales », la troisième partie poursuit cette même réflexion à un autre niveau en examinant les rapports qu'établissent entre eux les États souverains dans des organismes supranationaux. Contre ceux qui interpellent l'émergence d'un gouvernement mondial comme aboutissement logique d'un processus d'unification et ceux qui, plus nostalgiques, ne valorisent que les souverainetés plus étanches d'antan, l'auteur tempore et affirme que le monde n'est pas à la croisée des chemins, dans une position telle qu'un sauvetage spectaculaire et global lui soit un remède essentiel.

Par ailleurs, ces associations entre pays souverains représentent aujourd'hui, précise-t-il, un compromis réaliste entre ce qu'il appelle le « globalisme et le territorialisme », ces courants opposés qui sollicitent les sociétés en aval comme en amont : « Modern consociations of sovereignties reflect what today is feasible, not what ultimately may be desirable ». Enfin, la dernière partie intitulée « permeable sovereignties » prolonge les assertions précédentes et les vérifie dans quelques cas spécifiques dont celui de la gestion actuelle des mers de Beaufort et du détroit de Béring.

Bien que la thèse de l'auteur soit fort intéressante et magistralement bien menée, il ne semble pas du tout évident qu'il faille prêter une espèce d'ontologie au rapport que les hommes entretiennent avec leur territoire. Recourant à des formules de type aristotélien

(l'homme est un animal territorial, parce qu'il serait censément politique), Duchacek paraît céder au déterminisme génétique, même s'il récuse explicitement les comparaisons éthologiques et la théorie de l'instinct. Il donne souvent l'impression de recueillir dans la nature humaine les fondements de sa perspective : « The world has physically and technically changed a great deal over the millennia, but not human nature ». Aussi, c'est à ce niveau insondable de transcendance qu'il loge finalement le postulat de sa démarche : le choix de l'inné devient, dès lors, exclusif de toute autre explication du lien des hommes à l'espace et de l'appartenance sociale qui en découle.

Cet ouvrage constitue néanmoins un apport de qualité exceptionnelle pour comprendre l'évolution globale des relations internationales à travers les diverses tendances qui en caractérisent aujourd'hui le déroulement.

Gilbert LAROCHELLE

*Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi*

JALBERT, Lizette (sous la direction de), *Le néo-conservatisme*. ACFAS, 1986, 271 p.

Cet ouvrage rassemble les interventions présentées dans le cadre du cinquième colloque annuel de l'Association d'économie politique, colloque consacré à la critique du néolibéralisme et de ses incidences sur les politiques gouvernementales canadiennes, américaines et britanniques.

L'introduction, signée par L. Jalbert et L. Lepage, tente de cerner les origines, les composantes actuelles et les objectifs du néo-conservatisme, mieux connu sous le terme de néolibéralisme. Ce mouvement complexe et multiforme ne peut être assimilé, selon les auteurs, à une simple reformulation des idées du libéralisme classique et de la philosophie conservatrice du XIX^{ème} siècle ; d'une part parce qu'il s'écarte notablement de certains postulats de ces deux écoles ; d'autre part,

parce qu'il englobe de nouveaux courants de pensée issus de la crise du modèle keynésien de gestion du capitalisme: reaganisme, thachérisme, moral majority, trilatéralisme, monétarisme, etc.. Sa signification ne peut être réellement saisie qu'à travers ses finalités concrètes — désengagement de l'État au profit du marché, restauration des institutions et valeurs morales traditionnelles (Famille, Patriarcat, Église...), contrôle accru des libertés collectives — qui impliquent un abandon des acquis démocratiques réalisés dans le cadre du Welfare State, au profit d'une relance de la croissance économique. La conclusion d'une telle analyse est évidente et rend compte des objectifs de l'ouvrage: dénoncer cette offensive sans précédent de la droite (ancienne et nouvelle) contre la démocratie et appuyer les stratégies économiques, sociales et politiques alternatives de la gauche libérale et socialiste.

Dans la première partie, Chantal Mouffe, Mario Bunge et G. Renaud présentent trois lectures critiques différentes de l'idéologie néo-conservatrice. La première, inspirée des travaux de C.B. MacPherson, traite de la rupture entre libéralisme classique et néolibéralisme à travers l'analyse des thèses de F. Hayek, M. Friedman et S. Huntington. La deuxième remet en cause la scientificité des postulats et des propositions normatives de l'économie néoclassique, à laquelle se rattache la théorie monétariste de l'École de Chicago. La troisième insiste sur la crise du rationalisme dont s'inspirent également les conceptions progressiste et conservatrice du libéralisme et son dépassement — nécessaire et inévitable — par la nouvelle culture de la post-modernité.

Le deuxième et le troisième chapitres sont consacrés à l'analyse critique des politiques économiques et sociales néolibérales au Canada, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. C. Deblock et J.-J. Ghislain examinent les dangers et l'inévitabilité du libre-échange canado-américain; J.K.-Laux cernent les limites et les visées des politiques fédérales et provinciales de privatisation du secteur public au Canada; P. Bellon étudie les multiples formes d'intervention du gouvernement américain dans le secteur industriel et le caractère mythique de l'État minimal prôné par les néo-

libéraux reaganiens. F. Lesemann, F. Danse-reau et L. Vandelac, critiquent les incidences de la restructuration des programmes sociaux, dans ces trois pays, sur l'emploi, les relations de travail, les politiques de logement et d'aménagement urbain et le mouvement féministe.

Enfin, dans un quatrième et dernier volet, R. Miliband, L. Panitch et H. Radice évaluent les stratégies actuelles de l'opposition syndicale et socialiste aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. Cette évaluation est plutôt pessimiste. Elle montre qu'en adoptant une position essentiellement défensive, la gauche n'a réussi ni à contrecarrer le déclin de son influence au sein des classes travailleuses ni à concevoir un nouveau projet démocratique, cohérent et efficace, de gestion du capitalisme.

Si certains textes se limitent à l'étude du cas américain ou britannique tout en reprenant les critiques d'ordre moral et politique adressées depuis quelques années aux politiques thatchériennes et reaganiennes par les diverses tendances du socialisme démocratique, d'autres par contre enrichissent, élargissent ou nuancent les études critiques antérieures en raison de leur perspective comparative et empirique. C'est le cas notamment des textes de la deuxième et de la troisième partie qui permettent de mieux circonscrire la portée réelle du néo-conservatisme en montrant que son influence a été moins importante au Canada et au Québec qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne tout en étant atténuée, dans ces deux derniers cas, par la persistance, sous des formes souvent déguisées, de certaines orientations keynésiennes et interventionnistes. Ces constats révèlent un souci — relativement nouveau — de la gauche d'aborder la critique du néo-conservatisme d'un point de vue plus objectif et scientifique que moral ou idéologique. Il faut s'en réjouir puisque cette perspective favorisera peut-être une approche plus cohérente et uniforme de l'objet d'étude et l'émergence de stratégies oppositionnelles plus réalistes et efficaces. En ce sens, l'ouvrage mérite de retenir l'attention de tous ceux qui désirent approfondir les enjeux et les conséquences des transformations économiques, sociales et politiques engendrées par la

crise du modèle de régulation keynésien dans les sociétés industrialisées.

Diane Ethier

*Département de science politique
Université de Montréal*

VACHET, André, *Marcuse: La révolution radicale et le nouveau socialisme, Essai de synthèse*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, Coll. « Sciences sociales », no. 11, 1986, 230 p.

La dégradation de la vie sociale et individuelle, thème philosophique par excellence depuis Platon, semble, si l'on en croit André Vachet, avoir repris son cours inexorable après le sursaut de 1968. Vingt ans après, l'auteur de cet ouvrage de dimension modeste essaie de nous fournir l'essentiel de la pensée de Marcuse, dans l'espoir de remettre à la mode une critique totale de la société moderne, principalement de la société capitaliste — puisque le « communisme soviétique » n'est qu'un idéal contaminé... par la rationalité capitaliste — et prônant en principe sa destruction totale.

L'ouvrage présente deux parties. La première, « Civilisation et répression » met en place les concepts clefs dont Marcuse se sert pour construire sa vision de la société capitaliste, concepts dont certains, du moins les plus frappants, ont été largement popularisés par les médias, au point de faire partie un moment de la culture de masse. Si Marcuse n'innove guère en la matière, puisqu'il les emprunte à Hegel, Marx, Freud principalement, on relève qu'il a tendance à les élargir démesurément en les appliquant à la réalité sociale dans son ensemble, qu'il considère comme un « tout intégré ».

Ainsi en va-t-il, par exemple, du terme « aliénation ». Il ne désigne plus seulement le fait que le travailleur soit dépossédé de son travail au profit d'un autre, mais que l'homme lui-même, dans toutes ses activités et pensées, est dans la civilisation capitaliste, pour ne pas dire dans toute civilisation, étranger à lui-

même. Selon A.V., l'oeuvre de Marcuse se contente de constater que « l'aliénation de l'homme moderne est achevée et complète ».

S'il en est ainsi, c'est parce que la civilisation est définie par la répression et que celle-ci, dans la civilisation capitaliste, est parfaitement intériorisée. Elle s'est transmuée en manipulation.

Dans ces conditions, la liberté, ou les libertés, dont l'homme croit jouir dans les sociétés démocratiques (régimes totalitaires déguisés) sont purement illusoirs. Les satisfactions que l'homme peut y obtenir sont celles permises par le système productif, et sont soumises, comme lui, au principe du rendement. Elles n'ont rien à voir avec ses instincts qui constituent, pour Marcuse, à eux seuls l'homme générique.

La société n'est plus alors, dans tous ses aspects, qu'une immense machine dans laquelle le principe de rendement ne se borne plus aux secteurs socio-économiques, mais envahit « la culture et surtout la rationalité elle-même avec la logique, la philosophie, la science — la liste est inépuisable — qui deviennent autant d'instruments de répression et de politisation ». Pour Marcuse, la société capitaliste apparaît dès lors comme la société totalitaire parfaite, puisque chaque élément remplit une fonction précise répondant à un principe unique: le principe de rendement, lui-même avatar dégénéré du principe de réalité.

En bref, la première partie de l'ouvrage peut être résumée en une phrase. La civilisation capitaliste traduit le triomphe du principe de réalité et les satisfactions des individus ne peuvent être qu'illusoirs; elles ne seraient réelles que si elles répondaient au principe de plaisir, ce qui est impossible puisque celui-ci est éliminé *ab initio*.

La seconde partie de l'ouvrage aborde la question de la révolution sociale. La critique totale du système ne peut conduire chez Marcuse qu'à son rejet total. Toute contestation partielle ne peut aboutir qu'à la récupération par le système, autre concept marcusien qui a fait florès. La libération devra être totale ou ne sera pas.